

# Pour un activisme numérique citoyen

23 mars 2017 par [Yvan Billa Débats](#) 113 visites

La crise du politique institutionnel est évidente, partout dans le monde. La fonction de la révolution numérique dans cette crise est double : le numérique participe aux causes de la crise et il contient les potentiels de sa solution.



Project Chanology, 2010 : manifestation contre la Scientologie. [Anonymous9000/Wikipedia](#), [CC BY](#)

[Michel Puech](#), [Université Paris-Sorbonne – Sorbonne Universités](#)

Le phénomène des *civic tech*, les applications de citoyenneté numérique, se situe a priori du côté des solutions (voir une [étude](#) de la Knight Foundation). Mais ce n'est pas si simple car les *civic tech* sont impactées par l'ambivalence des problèmes et des solutions dans les technologies actuelles. Je propose de distinguer les formes « descendantes » (*top down*) de participation numérique aux institutions et les formes « remontantes » (*bottom up*) d'activisme numérique disséminé.



Initiative « montante » ou « descendante » ? [W.N. Bishop/Flickr](#), [CC BY-NC](#)

Partons de l'ordinaire : les clics quotidiens de l'utilisateur lambda. Cette multitude de microactions disséminées sur des milliards d'ordinateurs et de téléphones est la seule et vraie source de la puissance des acteurs géants du numérique. Elle est aussi l'origine du nouveau système de valeurs : l'accès, l'immédiateté, la désintermédiation, la transparence, le pluralisme, l'informel.

## Internet a généré ses institutions

Tout aussi importante que la désintermédiation marchande, une désintermédiation institutionnelle est en cours. Le succès d'Internet lui-même n'est pas passé par des voies institutionnelles. Internet n'a été voulu ni par des gouvernements ni par l'ONU ou quelque institution que ce soit. Internet a généré ses propres institutions.

Or, la *civic tech* telle qu'on en parle est prioritairement un enjeu de communication institutionnelle, autour d'un projet descendant de participation citoyenne. Tout comme pour le fiasco des [« conférences de citoyens »]]([https://fr.wikipedia.org/wiki/Conf%C3%A9rence\\_de\\_citoyens](https://fr.wikipedia.org/wiki/Conf%C3%A9rence_de_citoyens)) en France, ces initiatives ne prennent pas en compte la distinction entre le « participatif », qui reste intra-institutionnel et en dernière analyse se ramène trop souvent à de la communication politicienne (les « conseils de quartier » de nos mairies), d'une part, et d'autre part le « collaboratif », qui démarre hors institutions (même s'il peut s'y intégrer de manière remontante comme l'a montré [Elinor Ostrom](#)). Le logiciel libre et Wikipedia sont les modèles et les preuves du collaboratif numérique, à l'intérieur de la preuve massive que constitue en lui-même Internet.

## Monétiser le collaboratif

Les acteurs commerciaux captent cette nouvelle valeur pour la « monétiser ». Facebook ou Twitter ne peuvent pourtant pas incarner une véritable citoyenneté civique, pas seulement à cause de leur objectif final qui est financier (d'où détournement commercial systématique), mais à cause des effets de « bulles de filtre » décrits par [Eli Pariser](#) (création de microcommunautés fermées sur leur idéologie et ses confirmations, tout le contraire d'un espace public citoyen). Derrière ces géants du « collaboratif monétisé » courent des milliers de start-up.

C'est ici que nous retrouvons, comme clients, les acteurs publics, les institutions, les politiciens. Il est d'autant plus facile de leur « vendre » une application miracle de *civic tech* qu'ils ne connaissent ni ne comprennent le monde du numérique.

Sur les bureaux officiels il n'y a pas d'ordinateur, alors qu'il y en a un sur le bureau de tout le monde, au travail comme à la maison. Un ancien candidat à la plus haute fonction de l'État en France ignore ce qu'est Le Bon Coin : ni lui, ni personne de sa connaissance n'utilise ce type de désintermédiation commerciale et, en un sens, citoyenne. Il ne faut donc pas s'étonner que les initiatives institutionnelles de *civic tech* ressemblent aux autres actions d'« ouverture participative », descendantes et parfois condescendantes, ni qu'elles conduisent aux mêmes échecs.

## Des « applis » dans un univers centralisé

On est encore dans la logique du Minitel, centralisé et en fonctionnement client/serveur, une logique que les « applis » sur smartphone tendent à reproduire. Les applis de *civic tech* doivent être analysées en termes de « substituabilité robuste » : est-ce qu'avec des outils simples, ouverts et déjà disponibles, je ne pourrais pas faire la même chose ? Pour signaler par exemple les anomalies de voirie avec une photo géolocalisée, un numéro de téléphone recevant les SMS ou une adresse mail suffisent et fonctionneront mieux qu'une appli dédiée de civisme municipal.

Pour mettre en ligne un dossier d'aménagement avec un forum de commentaires et de questions/réponses, et bien entendu une consultation citoyenne, un appel à idées, etc., le Web et le mail suffisent, nul besoin de créer un mini-Facebook cantonal ou départemental.

## Paternalisme numérique

Les outils simples que nous utilisons déjà permettent un civisme numérique actif remontant, au moins équivalent aux *civic tech* dédiées – [City2Gether](#), [GOV](#), [Réinventons nos territoires](#), [Fluicity](#), [Neocity](#), [TellMyCity](#), [Vooter](#) ... « Offrez à vos administrés l'outil dont ils ont besoin », slogan de l'une de ces applis, donne une idée du paternalisme numérique qui les inspire. Ils n'ont pas la forme d'authenticité qui correspond aux nouvelles sensibilités sociétales, celle du collaboratif authentique.

Alors que nous avons déjà les outils d'une *civic tech* remontante : les mails par lesquels nous échangeons des liens vers des textes ou des vidéos, les infos rapides et discrètes par SMS dans les mouvements de résistance civique, les fuites dues aux lanceurs d'alerte civiques, les forums ouverts et les sites Web que chacun peut créer en quelques minutes, tout ce que le chercheur [Jonathan Zittrain](#) appelle la générativité d'Internet (soit la *capacité à produire un changement non anticipé à partir des contributions non filtrées de publics larges et diversifiés*).

Une proposition de « citoyenneté algorithmique »

Alors, pourquoi cette solution à la crise du politique ne déploie-t-elle pas toute sa puissance ? Parce qu'il nous manque la culture du civisme numérique, une éducation et un système de valeurs qui doivent être développés activement, volontairement, en se détournant des médias institutionnels certes mais pas pour se réfugier dans les bulles monétisées de médias numériques qui sont tout aussi institutionnels et « descendants », et moins encore pour jouer cinq minutes avec un gadget paternaliste : en créant au contraire un activisme numérique citoyen avec les moyens simples et robustes dont tout le monde dispose aujourd'hui.

[Michel Puech](#), Associate Professor, Philosophy (ethics of technology, modernity, wisdom), [Université Paris-](#)

La [version originale](#) de cet article a été publiée sur [The Conversation](#).

## **Caractérisation de l'action selon les 5 compétences DD&RS**

- [Compétence collective \(communication, gouvernance, parties prenantes, solidarité, diversité..\)](#)
- [Compétence de responsabilité dans un cadre éthique \(valeurs, psychologie, bien commun, enjeux sociétaux, pouvoir, normes\)](#)
- [Compétence de changements \(accompagnement, innovation, adaptation...\)](#)

Licence : [CC by-sa](#)

[Contacter l'auteur](#)